



TABLE RÉGIONALE
DES ORGANISMES
COMMUNAUTAIRES ET
BÉNÉVOLES DE LA MONTÉRÉGIE

Communiqué de presse

Pour diffusion immédiate

Budget 2017-2018 :

Le gouvernement doit répondre aux besoins des organismes communautaires

Saint-Jean-sur-Richelieu, le 16 mars 2017 – Les organismes communautaires de la Montérégie composent au quotidien avec un financement insuffisant : voilà ce que révèle un sondage effectué auprès des organismes de la région pour lequel on dénombre 105 répondants. En effet, ce sondage réalisé par la Table régionale des organismes communautaires et bénévoles de la Montérégie (TROC-M), révèle que plus de 9 groupes sur 10 reçoivent un financement insuffisant pour remplir leur mission et qu'un organisme sur deux a vu sa situation économique se détériorer au cours de la dernière année. À deux semaines du prochain budget provincial, nous demandons au gouvernement d'agir.

Pour la présidente de la TROC-M, Mme Danielle Goulet, les résultats de ce sondage sont très révélateurs, quoique très peu surprenants : « Depuis quelques années déjà, nous observons une fragilisation financière des organismes en Montérégie. Les groupes nous interpellent car ils doivent couper des heures de service, abolir des postes, mettre fin à certaines activités, car leur financement ne leur permet plus de continuer comme avant. » L'objectif du sondage était de documenter ce sous-financement et ses impacts sur le fonctionnement des organismes communautaires de la Montérégie.

Le sondage révèle notamment que le sous-financement des groupes a des répercussions importantes sur le fonctionnement des organismes communautaires et pour les gens qui les fréquentent. Par exemple, plusieurs groupes doivent cesser ou diminuer certaines activités et projets. Des postes doivent être abolis, les groupes doivent fermer temporairement ou diminuer les heures d'ouverture, ce qui fait en sorte qu'ils sont moins disponibles pour les gens dans le besoin.

De plus, le sondage met en lumière l'impact du sous-financement sur les travailleuses et travailleurs du communautaire : les équipes de travail sont surchargées, ce qui mène à de nombreux cas d'épuisement professionnel, les conditions de travail sont revues à la baisse faute de financement suffisant...

La TROC-M déplore cette situation et demande que le gouvernement, via les ministères concernés, prenne enfin le dossier du sous-financement des organismes communautaires au sérieux et agisse, dès le prochain budget, afin de redresser la situation financière de ces groupes qui, rappelons-le, travaillent quotidiennement auprès de milliers de femmes, d'enfants, de jeunes, de personnes âgées et d'hommes. Ces organismes travaillent en

prévention de la santé et en amont des problèmes sociaux, ils interviennent sur les déterminants de la santé, ils font la lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale et ils défendent les droits.

Le rapport de synthèse du sondage est disponible en ligne au : www.trocm.org/sondage-sous-financement

– 30 –

Pour information : Catherine Jetté, 450-204-1607